

Alphabétisation en Afrique : Les langues locales au secours des élèves

Page 11

VERSION

Politique - Science - Education- Société- Economie-Technologies

Le Quotidien Numérique d' Afrique

du mercredi 03 novembre 2021

7 jrs/7

N°1772 02 BP 5805 Ouagadougou 02 Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 41 10 00 BURKINA FASO Téléchargeable Prix : 0,30 €/200 FCFA

www.quotidiennumerique.com Autorisation officielle n°1699/2017/CAO/TGI.OUA/P.F.



COP26 : Le président Kenyatta fait entendre la voix de l'Afrique

Page 2



La Somalie entame un nouveau cycle électoral avec un grand retard

Page 20

Violences en Somalie : L'Amisom nie toute implication

Page 6



CAN 2021 : L'Ivoirien Gervinho déclare forfait

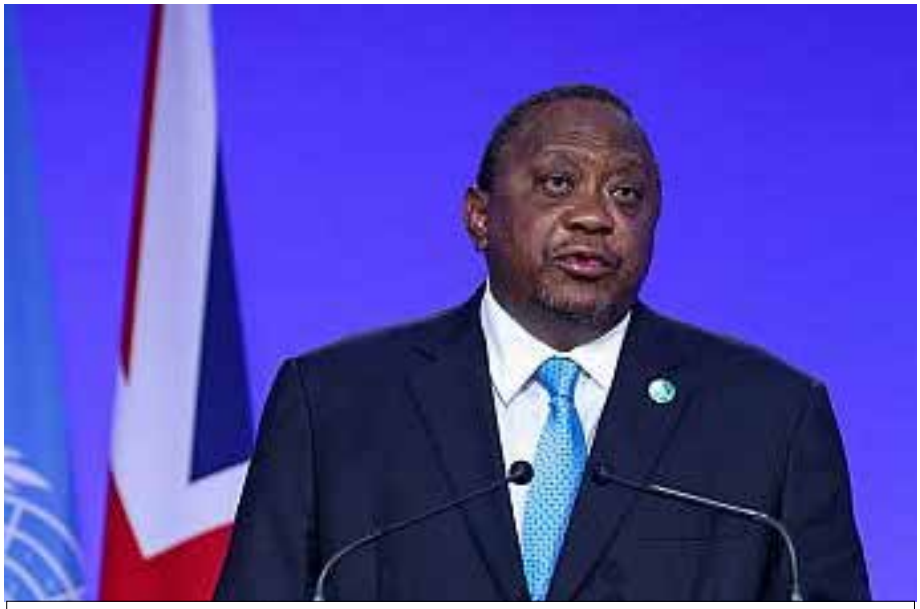
Page 12



AFRIQUE

COP26 : Le président Kenyatta fait entendre la voix de l'Afrique

Le président kényan, Uhuru Kenyatta, a fait entendre la voix de l'Afrique ce lundi 1er novembre 2021 pendant la session d'ouverture du sommet des leaders de la COP 26.



Les dirigeants des pays ont plusieurs engagements à remplir parmi lesquels augmenter les financements climat ou rebâtir la solidarité entre nord et sud.

À l›occasion de la conférence des Nations unies sur le climat à Glasgow en Ecosse, le chef d'État kényan a dressé un tableau sombre de l'impact du changement climatique sur l'Afrique. Uhuru Kenyatta a déclaré que le coût économique des pertes et des dommages subis par les pays en développement pourrait s'élever à 580 milliards de dollars américains, a indiqué africanews. Il a ainsi déclaré que *«Nous attendons que les règles et procédures détaillées de mise en œuvre de l'accord de Paris soient finalisées et qu'une voie claire soit tracée pour une voie résiliente au changement climatique. Nous attendons également que l'accord soit suffisamment inclusif pour tenir compte des besoins et des priorités des pays en développement et , en particulier, des besoins et des circonstances spécifiques de l'Afrique.»* S'exprimant devant les présidents Joe Biden, le prince Charles ou encore Muhammadu Buhari et Boris Johnson...présents à la conférence, le président Kenyatta a rappelé que de nombreux pays subissent déjà les premiers effets du changement climatique selon notre source. C'est notamment le cas des Seychelles, comme l'a exprimé le chef d'Etat de l'archipel, Wavel John Charles Ramkalawan. Conférence cruciale sur la crise climatique, la COP 26 est attendue au tournant par les activistes, fait observer France 24.

Ont fait le déplacement de Glasgow, les présidents Félix Tshisekedi de la République démocratique du Congo, Mohamed Bazoum du Niger, Denis Sassou-Nguesso du Congo-Brazzaville, Ali Bongo du Gabon, Andry Rajoelina de Madagascar, Muhammadu Buhari du Nigeria, Abdel Fattah al-Sissi d'Égypte, Nana Akufo-Addo du Ghana, George Weah du Liberia, Uhuru Kenyatta du Kenya... En tout, une vingtaine de chefs d'État et une trentaine de ministres qui participent à cette cruciale COP26.

Oumou Konaté

NIGERIA

Un immeuble s'effondre à Lagos, plusieurs morts et des dizaines de disparus

Un gratte-ciel en construction s'est effondré, le lundi 1er novembre 2021 à Lagos, au Nigeria. La catastrophe a fait au moins quatre morts et plusieurs blessés, mais le bilan pourrait s'alourdir du fait des dizaines d'ouvriers toujours coincés sous les décombres.



Riverains à la recherche de personnes coincées dans les décombres du gratte-ciel en construction qui s'est effondré — PIUS UTOMI EKPEI / AFP

Un gratte-ciel de 12 étages s'est effondré dans une des avenues les plus chics de Lagos, au Nigeria. Une montagne de gravats d'une dizaine de mètres de hauteur, autour, des ouvriers hagards, la peau recouverte de poussière. C'est la scène désolante à laquelle l'on a assisté sur le lieu de l'incident, le lundi 1er novembre 2021, selon liberation.fr. «Il y a quatre morts jusque-là et quatre personnes sorties vivantes», a annoncé Ibrahim Farinloyer de l'Agence nationale de gestion des urgences (Nema), cité par notre source. De son côté, Femi Oke-Osanyintolu, un responsable de l'Agence de gestion des urgences de l'État de Lagos, a indiqué que l'opération de sauvetage se poursuivait : *"Nous ne pouvons pas dire pour l'instant combien de personnes sont mortes. L'opération de sauvetage est en cours"*, a- t-il déclaré.

Cependant LCI a indiqué, selon les témoignages recueillis auprès des riverains et des travailleurs présents sur le site, que des dizaines de personnes auraient pu se trouver à l'intérieur lorsque le bâtiment s'est effondré. *«Environ 40 personnes* étaient à *l'intérieur, j'ai vu dix corps parce que j'ai grimpé»*, a témoigné Peter Ajagbe, un ouvrier de 26 ans. *«Un de mes collègues est mort. Ceux avec qui je déjeûnais encore ce matin sont morts»*, lâche-t-il avec émotion. Taiwo Sule, elle, ne s'en est sortie que d'extrême justesse. *«J'étais en train de travailler en bas, c'est pour ça que j'ai la vie sauve»,* a relaté la jeune femme de 21 ans, la voix tremblante.

Sur place, la police a indiqué ne pas connaître, pour l'heure, la cause de l'effondrement. Plus tard dans la soirée, le gouverneur de l'État de Lagos, Babajide Sanwo-Olu, a annoncé, selon LCI, l'ouverture d'une enquête, afin de situer les responsabilités dans ce drame.

Roseline BADO

ANNONCE



PROGRAMME:

Niveau 1
Du 06 au 10 décembre 2021

Niveau 2
Du 17 au 21 janvier 2022

Niveau 3
Du 07 au 11 février 2022

Niveau 4
Du 14 au 18 mars 2022

TARIFS

~~500.000 FCFA~~
200.000 FCFA
~~762.3 €~~
305 €
~~881.6 $~~
352,6 $

Lieu : EN LIGNE

WEBINAIRE

CONTACTS : otc@otc-mail.com

BF/ +226 77 20 00 26 | CAM/ +237 670 001 001 | CI/ +225 07 49 804 050
ML/ +223 70 04 66 04 | TG/ +228 91 70 70 64 | TCD/ +235 95 95 87 88

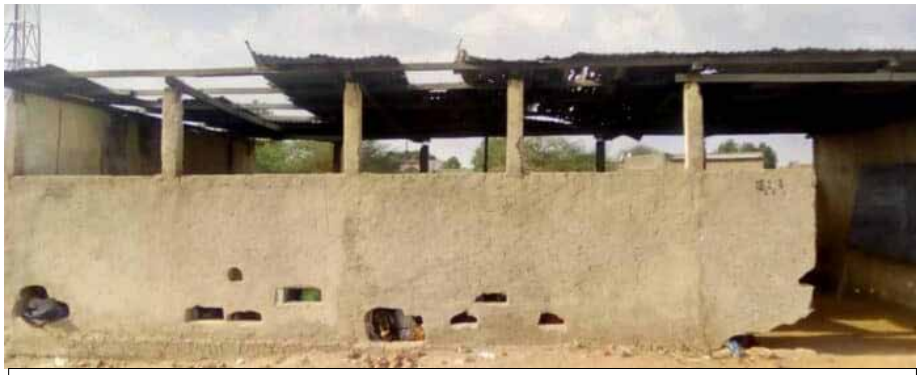
TCHAD

Des responsables d'écoles de N'Djamena dénoncent les conditions d'études des élèves

Les responsables des établissements publics interpellent le gouvernement sur les conditions d'étude des élèves et de l'insécurité qui règne dans des écoles à N'Djamena.



Des enfants assis à même le sol dans une école publique de N'Djamena



Une salle de classe complètement délabrée d'une école publique de la capitale tchadienne

Par manque des tables-bancs, certains élèves étudient à même le sol ; d'autres sont obligés d'amener les bancs de la maison afin de s'asseoir et suivre les cours. Selon les responsables des établissements publics de la capitale, les écoles fonctionnent dans des conditions peu recommandables. « Nous n'avons pas des tables-bancs et les élèves se débrouillent ou certains responsables des écoles sont obligés d'acheter des bâches pour que ceux-ci puissent s'asseoir et étudier", déplorent-t-ils. A cette difficulté d'encadrement des élèves s'ajoute l'épineuse question d'insécurité dans les établissements. Malgré la clôture de certains établissements de l'école, les bandits du quartier viennent déranger tous le temps les cours et menacent le corps enseignant qui invite le gouvernement à prendre ses responsabilités.

Dans le 7ème arrondissement de la capitale, la directrice de l'école officielle d'Ambatta, Madame Ngonyam Nasmbang évoque les démarches entreprises par son établissement pour l'amélioration des conditions d'études. « Nous avons mené plusieurs démarches pour l'amélioration de la condition d'études des élèves mais en vain. Je trouve anormal en voyant ceux-ci étudier à même le sol", s'est-elle confiée. "Du côté des enseignants, nous sommes confrontés à d'énormes difficultés". Leur salut viendrait peut-être du groupe parlementaire venu leur rendre visite. "Pour le moment nous attendons peut-être qu'une solution soit trouvée pour l'amélioration des études de nos futurs cadres", ajoute Mme Ngonyam Nasmbang.

Le même constat avec le directeur de l'école communale de Ndjari Khawas Adoum Allamine qui appelle les autorités à agir : « Bien que ce ne soit pas délicat, nous sommes obligés de faire avec. Je lance un appel à l'endroit du gouvernement de trouver des solutions le plus tôt possible pour garantir l'éducation tchadienne qui sombre à toute allure. »

Nang-yanan Raoul

SOMALIE

L'Amisom nie son rôle présumé dans les violences dans l'État de Galmudug

La Mission de l'Union africaine en Somalie (Amisom) a rejeté jeudi 28 octobre les accusations selon lesquelles elle aurait participé aux hostilités cette semaine dans la ville de Guri-el, dans l'État de Galmudug, impliquant des milices locales et les forces gouvernementales, au cours desquelles 120 personnes seraient mortes.



L'Amisom a démenti les accusations selon lesquelles ses soldats auraient participé au combat et fourni des armes aux forces pro-gouvernementales



« Les opérations sont mises en œuvre dans le strict respect du concept d'opérations et des règles d'engagement approuvés », se défend l'Amisom

Selon les informations devenues virales, les soldats de l'Amisom auraient participé aux combats et fourni des armes aux forces pro-gouvernementales lors d'affrontements meurtriers en fin octobre. L'Amisom a publié jeudi dernier, une déclaration rejetant les accusations.« La direction de la Mission de l'Union africaine en Somalie (Amisom) a noté avec une profonde préoccupation les allégations selon lesquelles nos forces auraient été impliquées et ont apporté leur soutien aux Forces de sécurité somaliennes (SSF) dans le combat qui a éclaté entre elles et Ahlu Sunna Walja'ama, », lit-on dans le communiqué publié par le porte-parole de la force. L'Amisom a qualifié les accusations de fausses, toxiques et malveillantes, qui visaient délibérément à provoquer la désaffection entre l'Amisom et les communautés somaliennes.

L'Amisom a ajouté que ses opérations, y compris les opérations militaires et le soutien aux SSF, sont guidées par le mandat fourni par le Conseil de paix et de sécurité

La suite à la page 7

La suite de la page 6

de l'UA et le Conseil de sécurité de l'ONU. «Les opérations sont mises en œuvre dans le strict respect du concept d'opérations et des règles d'engagement approuvés», a déclaré l'Amisom, soulignant que les fonctions des soldats de la paix définies par les instruments mentionnés sont de perturber et de dégrader la milice liée à Al-Qaïda, Al Shabaab, d'aider les SSF dans leurs efforts pour mettre fin aux activités terroristes dans le pays, ramener la paix et fournir un soutien en matière de sécurité pour permettre au gouvernement fédéral de la Somalie et à ses États membres fédéraux de s'acquitter de leurs fonctions de gouvernement, notamment en assurant la sécurité pendant les élections. Les combats qui ont éclaté dimanche 24 octobre entre les forces de l'État de Galmudug soutenues par des unités de l'Armée nationale somalienne (SNA) contre les milices fidèles à l'ASWJ ont fait plus de 120 morts, dont de nombreux civils, ont déclaré des responsables du gouvernement somalien.

Source: The East Africa

K.Fiakofi

Football : L'Union nationale des supporters des Etalons lance la carte du supporter



Ces cartes d'une durée de vie de 04 ans, seront disponibles dans les 45 provinces du Burkina Faso à travers

Les responsables de l'Union nationale des supporters des Etalons (UNSE) ont officiellement mis à la disposition des membres et de toute personne qui le désire, une carte de supporter des Etalons. Baptisée « Carte Étalon », cette carte devra permettre de regrouper l'ensemble des supporters de tous les athlètes du pays des Hommes intègres.

Les supporters des Etalons ont désormais une carte. Ladite carte, baptisée «Carte Étalon », a été officiellement lancée le mardi 26 Octobre 2021 à Ouagadougou par l'Union nationale des supporters des étalons (UNSE), en présence du ministre des sports et des loisirs. Selon le représentant de l'UNSE, ce sont quatre types de cartes qui seront proposés au public. Il s'agit de la carte Gold VIP qui coûte 50 000 Francs, de la carte Platinum qui fait 25 000 F, de celle bronze à 10 000 FCfA et de silver ou argent à 2000 FCFA. « Chaque carte va donner des avantages à son détenteur en fonction des prix », a expliqué le représentant de la société.

«Cette initiative est très

La suite à la page 8

La suite de la page 7

importante parce qu'elle permettra à l'union de pouvoir s'auto financer. Il est important que le monde sportif se solidarise et il est important que l'UNSE soit ce ciment », a expliqué le ministre des sports Dominique Nana, présent à cette cérémonie. Pour l'UNSE, s'offrir sa carte de supporter est avant tout un acte de patriotisme. *« C'est pour que chacun puisse exprimer son patriotisme au développement du sport national »*, a soutenu le SG de l'union, Boukaré Tiendrebeogo. De l'avis d'El hadj Ablassé Yaméogo, président de l'UNSE, l'institution de la carte vise à la longue à permettre à l'UNSE de fonctionner de façon autonome. Une autonomie aussi souhaitée par le Ministre des Sports et des loisirs, Dominique Nana. Le premier responsable du département en charge du sport a été le premier à prendre sa carte, la carte platinium VIP à un million de FCFA.

Source: lefaso.net

Roseline BADO

Le Cameroun et le Tchad veulent mettre fin aux tracasseries portuaires et routières



Des recommandations ont été prises pour mettre fin aux tracasseries routières et portuaires entre les deux pays

Une forte délégation du ministère tchadien en charge des Transports et de la Sécurité Routière conduite par la Ministre, Fatimé Goukouni Weddeye, a effectué une visite de travail et d'amitié au Cameroun. Au terme des échanges, les deux parties se sont accordées sur plusieurs recommandations visant à fluidifier le transport entre les deux pays.

L'objectif de cette mission est de mettre en place un cadre de coopération bilatérale avec le Cameroun afin de fluidifier le corridor Douala-Ndjamena et de discuter sur certaines difficultés au niveau du port de Douala. En effet, le corridor Douala-N'Djamena est le cordon ombilical qui lie le Tchad et le Cameroun. A en croire le site "Investir au Cameroun", ce corridor accueille chaque année aux environ 40 milliards de FCFA de marchandises tchadiennes. Mais la traversée de cet axe est très souvent parsemée d'embuches pour les transporteurs routiers.

C'est dans l'optique d'aplanir les inquiétudes que la ministre des Transports et de la Sécurité Routière, Fatimé Goukouni s'est déplacée avec une forte délégation pour mener un plaidoyer de haut niveau auprès de de la délégation camerounaise pilotée par son homologue camerounais, Jean Ernest Masséna Ngallè

La suite à la page 9

KENYA

La suite de la page 7



Les ministres en charge des Transports des deux pays

Bibéhè.

Après des séances de travaux, les deux parties ont formulé des recommandations concertées et concrètes afin de lutter contre toutes tracasseries routières et portuaires. Il s'agit entre autres de la relecture de la Convention du 13 avril 1999 portant sur les transports routiers entre les deux pays ; de faire avancer la procédure de relecture du Code communautaire de la route en zone Cemac ; de mettre un terme aux charges arbitraires observées au niveau des ponts bascules ; la prise en compte des doléances des transporteurs routiers camerounais par l'administration Tchadienne ; la transmission des doléances des transporteurs Tchadiens à l'autorité portuaire, etc.

La Ministre Fatimé Goukouni a rappelé devant son homologue, les liens de fraternité qui unissent son pays et le Cameroun. « Cette mission est un signal fort dans la recherche mutuelle de solutions idoines aux doléances des transporteurs du Cameroun et du Tchad » complète son collègue du Cameroun.

A la suite de ces échanges, une séance de travail entre le Bureau de Gestion du Fret Terrestre (BGFT) et BNFT a été effectuée le lendemain, dans le cadre de la procédure de délivrance de la Lettre de Voiture Internationale (LVI), ainsi que du partage équitable du fret.

Nang-yanan Raoul

Le Kenya sollicite 432 millions de dollars du fonds fiduciaire mondial pour le boisement

Le Kenya a mis en place un mécanisme mondial de financement commun pour financer son programme de reboisement ambitieux et accéléré. Le pays a besoin de 48 milliards de Ksh (432 millions de dollars) pour atteindre cet objectif.

Le président Uhuru Kenyatta a fixé en 2018 un objectif ambitieux visant à atteindre un couvert forestier national de 10 pour cent conformément aux exigences de la constitution de 2030 à l'année prochaine. Avec un couvert forestier estimé à 7,24 pour cent de la superficie totale du Kenya, contre le minimum mondial recommandé de 10 pour cent, le Kenya est classé parmi les pays à faible couvert arboré au monde. Le Kenya a déjà signé une déclaration

La suite à la page 10

KENYA

La suite de la page 9



Le Kenya est classé parmi les pays à faible couvert arboré au monde.

d'intention avec le bureau de coordination résidente des Nations Unies mettant en place un fonds fiduciaire multi partenaires (MPTF) un mécanisme mondial de financement commun pour collecter des fonds pour l'accélération des activités de plantation d'arbres d'ici l'année prochaine. L'initiative MPTF fera partie du discours du Kenya lors de la prochaine COP 26 à Glasgow, selon le ministère de l'Environnement.

Chris Kiptoo, secrétaire permanent du ministère de l'Environnement, alors qu'il signait le document lors d'un événement qui a réuni la communauté des donateurs ainsi que les partenaires bilatéraux du Kenya, a déclaré à Kenya News que l'initiative sera présentée à la conférence COP 26 dans le but d'exploiter dans les flux internationaux d'investissements verts.« Nous prenons cet engagement parce que nous voyons et reconnaissons que le changement climatique est réel et que nous devons mettre nos propres ressources pour y faire face », a affirmé Chris Kiptoo.



La lutte contre l'adaptation au changement climatique est au cœur des préoccupations du gouvernement kenyan

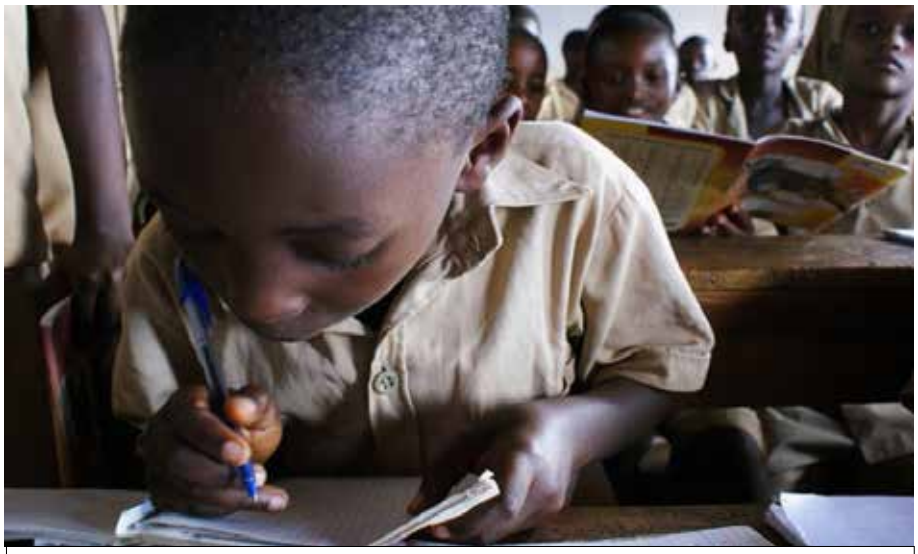
Source:The East african; Destimed.

K.Fiakofi

AFRIQUE

Alphabétisation : La langue maternelle au secours des élèves du primaire

La scolarisation a beaucoup progressé sur le continent, mais trop d'enfants atteignent l'âge de 10 ans sans pouvoir comprendre un texte simple. Dans un rapport, l'UNESCO recommande d'instruire les enfants dans la langue parlée à la maison dans toutes les matières durant les six premières années de scolarité.



L'UNESCO recommande d'instruire les enfants dans la langue parlée à la maison dans toutes les matières durant les six premières années de scolarité



L'un des pays les plus avancés du continent sur cette voie est l'Ethiopie, le deuxième plus peuplé d'Afrique avec quelque 110 millions d'habitantsdes préoccupations du gouvernement kenyan

L'Unesco estime qu'en Afrique du Nord, neuf enfants sur dix apprennent à écrire et à lire en arabe littéraire alors qu'ils parlent un arabe dialectal différent. Dans la partie subsaharienne, ils sont huit sur dix à devoir tenter de maîtriser la littératie – écrire, lire, converser, compter – dans une langue majoritaire qui n'est pas leur langue maternelle. Selon un rapport de la Banque mondiale paru en juillet, « dans certains pays, après trois ans d'apprentissage », c'est-à-dire à la fin de notre CE2, les tests ont révélé que certains « enfants ne peuvent identifier qu'un seul mot écrit et parfois ne connaissent qu'une seule lettre ». A l'âge de 10 ans, plus de la moitié des bambins des pays à revenus faibles ou intermédiaires sont incapables de comprendre un texte simple.

Les élèves comprennent mieux dans leurs langues maternelles

Certes, l'acquisition des connaissances fondamentales en langue maternelle pourrait être un outil puissant pour

La suite à la page 12

SPORT

La suite de la page 11

permettre aux enfants d'accéder à l'alphabétisation. Mais que faire quand nombre de pays africains abritent en leur sein entre 10 et 90 langues locales ? En effet, « C'est est un véritable défi », admet Jaime Saavedra-Chanduvi, directeur du pôle éducation de la Banque mondiale, toujours selon la même source. En Ouganda par exemple, près de 14 500 enseignants ont été formés à une pédagogie simplifiée en 12 langues locales depuis 2015. Résultat : le taux de compréhension des textes par les élèves est passé de 11,7 % à 55,7 % en trois ans. Un tel dispositif pourrait en effet favoriser le maintien des enfants sur les bancs de l'école au-delà du primaire et permettre d'atteindre plus facilement ceux qui ne sont pas du tout scolarisés. L'apprentissage de la littératie dans la langue maternelle pose aussi de solides bases pour introduire une seconde langue.

Source : journal Le Monde

Pierre Oued.

CAN 2021 : Blessé, l'Ivoirien Gervinho déclare forfait



Gervinho peut encore espérer participer à son troisième mondial dans un an, si les Éléphants parviennent à se qualifier

L'attaquant international ivoirien Gervinho, a été contraint de déclarer forfait pour la prochaine Coupe d'Afrique des nations au Cameroun. La cause: une blessure au genou, contractée le vendredi 29 octobre 2021, lors du match entre son club turc de Trabzonspor et Rizespor (2-1).

Gervinho ne jouera plus au football pendant de longs mois. Selon son entraîneur à Trabzonspor, Abdullah Avci, Gervinho est contraint de s'absenter entre cinq et six mois. En effet, l'attaquant ivoirien s'est blessé aux ligaments, le 29 octobre dernier, en essayant d'empêcher le ballon de sortir des limites du terrain à la 14e minute du match de son club, Trabzonspor contre Rizespor (2-1), a indiqué RFI.

L'ancien gunner de 34 ans ne sera donc pas de la partie le 16 novembre à Yaoundé, lors du choc entre Lions Indomptables et Éléphants, comptant pour la dernière journée des éliminatoires du Mondial 2022. Comme si le sort s'acharne sur lui, le natif d'Anyama ne jouera pas la phase finale de la CAN 2021, prévue en janvier - février 2022 au Cameroun, selon camfoot.com. Ce sera la troisième CAN consécutive qu'il manque. Un gros coup dur pour l'équipe ivoirienne. Une situation qui n'enlève cependant rien à la détermination du joueur: «Un nouveau voyage commence, je reviendrai plus fort *comme jamais* », selon RFI qui rapporte un post de Gervinho sur Instagram.

Roseline BADO

NIGERIA

L'université de Cambridge restitue la sculpture d'un coq

L'université de Cambridge a remis officiellement le mercredi 27 octobre 2021, cette sculpture en bronze, connue sous le nom «d'Okukor», volée à la fin du 19e siècle durant la colonisation britannique.





Le British muséum, qui possède la plus grande collection de bronzes du Bénin au monde, refuse pour le moment toute restitution.

Le coq en bronze, offert en 1905 par un soldat britannique, père d'un étudiant à Cambridge, fait partie de centaines de sculptures, gravures et bronzes pillés en 1897 dans l'ancien royaume du Bénin, qui correspond aujourd'hui au sud-ouest du Nigeria. C'est la première institution britannique à restituer un objet volé durant la colonisation. «Nous sommes ravis qu'il soit désormais entre les mains de son propriétaire légitime», a déclaré, à France Tv Info, la directrice du Jesus College de l'Université de Cambridge, Sonita Alleyne. Un événement vu par la délégation nigériane, comme une «occasion vraiment historique" . Le retour de la sculpture devrait déclencher une vague de cérémonies de rapatriement alors que le monde culturel continue de s'inquiéter de l'éthique des objets historiques pillés. «Nous sommes en effet très heureux et félicitons le Jesus College d'avoir pris l'initiative de restituer le pillage qui a eu lieu au Bénin en 1897», a déclaré l'empereur du Bénin, Omo N'Oba N'Edo Uku Akpolokpolo, Ewuare II.

Un déclic pour le rapatriement des œuvres d'art volées?

«Nous espérons vraiment que d›autres accéléreront le retour de nos œuvres d›art qui, dans de nombreux cas, revêtent

La suite à la page 14

MOZAMBIQUE

La suite de la page 13

une importance religieuse pour nous. Nous souhaitons remercier le président [du Nigéria] Buhari et notre Commission nationale des musées et monuments pour leurs efforts renouvelés visant à obtenir la libération de nos artefacts en notre nom». Cette restitution est l'aboutissement d'une procédure déclenchée par une manifestation estudiantine en 2016. En effet, le Jesus College a retiré en 2016 le coq en bronze qui décorait autrefois le réfectoire, après une campagne menée par une partie de ses étudiants contre les symboles rappelant le passé colonial britannique. Un questionnement encore renforcé dans le sillage du mouvement Black Lives Matter, notamment après la mort de George Floyd, tué par un policier blanc en mai 2020. Contestations, questionnements et introspection ont essaimé au Royaume-Uni autour de son passé colonial et de sa représentation dans l'espace public.

Source: The Guardian; Francetv Info

K.Fiakofi

Le président Nyusi poursuivi au Royaume-uni pour scandale financier de 2 milliards de dollars



Nyusi a moins de 30 jours pour présenter sa défense devant de la Haute Cour de Londres

Le président mozambicain, Filipe Nyusi, est poursuivi à Londres par une entreprise au centre d'un scandale de prêt de 2 milliards de dollars qui a plongé son pays dans la crise financière.

Le constructeur naval Privinvest, basé à Abou Dhabi et détenu par le milliardaire franco-libanais, Iskandar Safa, a signé des contrats avec des entreprises publiques mozambicaines pour la fourniture de navires de pêche au thon et de sécurité maritime.

Pour financer l'accord, le gouvernement a contracté des prêts secrets en 2013 et 2014 équivalant à 12% du produit intérieur brut de l'un des pays les plus pauvres du monde. Selon news 24, une grande partie de l'argent a disparu sous forme de pots-de-vin, rendant le pays ensuite en défaut de remboursement. Les accords ont été conclus avant l'élection de Nyusi et Privinvest a nié la corruption pour remporter les contrats, arguant que ses paiements étaient des dons politiques qui étaient

La suite à la page 15

MOZAMBIQUE

La suite de la page 14



Nyusi était ministre de la Défense au moment où les prêts ont été contractés

légaux au Mozambique à l'époque.»Privinvest confirme que, le 19 octobre 2021, le président Nyusi a signifié, au Mozambique, des actions en justice de Privinvest devant la Haute Cour de Londres, contre lui», a indiqué la société dans un communiqué cité jeudi par l'AFP .

La société a déclaré que ses réclamations contre Nyusi "concernent des paiements effectués à son profit, notamment pour financer sa campagne électorale présidentielle de 2014, étant donné qu'il était au cœur de la création et du sabotage ultérieur des projets au Mozambique". Le scandale de la dette a déclenché des poursuites judiciaires sur trois continents et a exposé la corruption à l'échelle mondiale. Le même jour, Privinvest a signifié ses papiers à Nyusi, la banque suisse (Credit Suisse) a été condamnée à une amende de 475 millions de dollars pour « investissements frauduleux en erreur » et corruption pour sa part dans l'octroi des prêts. Mais le parti au pouvoir au Mozambique, le Frelimo, a nié cette année que Nyusi était coupable de tout acte répréhensible.

Source: Ewn.co.za;News 24

K.Fiakofi

Ile de la Réunion : 200 Réunionnais veulent cesser de fumer

A l'île de la Réunion, un quart de la population de 18 à 75 ans fume du tabac quotidiennement, soit près de 200.000 fumeurs et plus de la moitié d'entre eux sont des « gros fumeurs « (au moins 10 cigarettes par jour), selon Imaz Press. Afin d'éradiquer ce mal, la 6ème édition de «Mois Sans Tabac» a été donnée ce lundi 1er novembre dans le but d'inciter et d'aider les fumeurs à cesser de fumer, durant 30 jours.

Plus de 2 jeunes sur 10 fument tous les jours dans l'île de la Réunion, avec plus de 500 décès imputables chaque année au tabac. Dans le cadre du "Mois sans tabac", plus de 200 personnes sont déjà inscrites sur la plateforme dédiée à cet effet. En effet, de nouvelles données, issues du Baromètre santé en métropole, montrent l'engouement du public pour « Mois sans tabac « : les tentatives d'arrêt du tabac sur le dernier

La suite à la page 16

La suite de la page 16



L'assistance d'un professionnel de santé augmente de 70% les chances de réussite du sevrage à la cigarette

trimestre de l'année, attribuables à cette opération, sont en hausse et cela depuis le lancement en 2016, selon Imaz Press. L'ARS La Réunion, la CGSS Réunion et SAOME, ambassadeur régional, se mobilisent cette année encore avec des acteurs, afin de permettre au plus grand nombre de fumeurs d'accéder facilement à une consultation d'aide à l'arrêt de fumer et de relever le défi d'un mois contre le tabac.

Arrêter de fumer, tous pendant un mois

Si la prévalence a diminué ces dernières années, elle reste conséquente à La Réunion, fait savoir Imaz press. En effet, un quart des Réunionnais de 18 à 75 ans fument du tabac quotidiennement, soit près de 200 000 fumeurs, et plus de la moitié d'entre eux sont des « gros fumeurs « (au moins 10 cigarettes/jour). C'est sous le signe de l'élan collectif et des bénéfices à l'arrêt que les fumeurs sont invités à arrêter de fumer, tous ensemble, pendant un mois, en novembre. En effet, un mois sans tabac multiplie par cinq les chances d'arrêter de fumer définitivement. Après 30 jours d'abstinence, la dépendance s'avère moins forte et les symptômes de manque (nervosité, irritabilité) sont moins présents. A La Réunion, les professionnels de santé peuvent apporter une aide au sevrage tabagique des fumeurs.



Le tabac représente un poste de dépenses important, car fumer un paquet par jour représente plus de 200 □ / mois

Source : ipreunion.com

Pierre Oued.

TCHAD

Forum de la société civile en prélude au dialogue national inclusif



Le bureau de l'Observatoire citoyen de la transition (OCT) et la Coordination nationale du comité de suivi de l'appel à la Paix et à la réconciliation (CSAPR) ont organisé le 26 août, à la bibliothèque nationale de N'Djamena, un forum d'échanges de la société civile en prélude au dialogue national inclusif au Tchad.

Le forum vise à faire ressortir l'expression des opinions au sein de la population afin que les acteurs politiques y tiennent compte. Il entend «marquer la conscience des acteurs politiques et partant des populations», explique Clément Abaifouta, 1er vice-président de l'OCT. «Le Tchad a besoin d'un changement réel et profond. Nous avons osé proposer, sinon tracer un chemin devant mener nos aspirations à terme. Si nous ne tenons pas ce pari, nous serons condamnés par la jeune génération», poursuit-il. L'évolution du processus de transition suscite des inquiétudes et des réserves chez les participants. Issa Djimet Catherine constate que depuis le 20 avril 2021, le processus engagé ne fait pas toujours l'unanimité. Des participants relèvent que le Conseil militaire de transition (CMT) s'arroge des pouvoirs exorbitants, prend des décisions outrepassant le cadre de ses pouvoirs en l'absence de tout consensus et regrettent la mise en place du Conseil national de transition (CNT) avant le dialogue national inclusif. Des exigences sont formulées par les participants : la révision de la charte de transition en mentionnant clairement que les personnalités qui dirigent la transition ne peuvent se présenter aux futures élections et le strict respect des 18 mois prévus pour la transition.

Les participants recommandent aux autorités de transition de tenir compte des propositions et avis largement recueillis chez la population et souhaitent que les résolutions du prochain dialogue national inclusif soient revêtues de force obligatoire, avec un caractère souverain.

Nang-yanan Raoul

CENTRAFRIQUE

Le comité d'organisation précise les contours du dialogue républicain

En Centrafrique, il se peut que les groupes armés ne soient inclus dans le dialogue républicain prévu pour se tenir à la fin de l'année. Ce dialogue, proposé par le président Faustin-Archange Touadéra pour se tenir à Bangui avec la décision d'inclure les groupes armés, ne fait pas l'unanimité au sein du comité d'organisation où l'opposition est représentée.



C'est un budget de 150 millions de FCFA que l'Etat va assurer au comité d'organisation et 555 millions de FCFA pour le dialogue à proprement parler qui est à réunir pour l'organisation du dialogue republicain

Les préparatifs du dialogue républicain avancent sûrement avec déjà un plan de déroulement d'une semaine afin de donner la parole aux 450 participants dans l'intérêt de la nation. Pour cela, un budget de 150 millions de FCFA sera assuré par l'Etat pour le comité d'organisation et une somme de 555 millions de FCFA est à mobiliser pour l'organisation du dialogue à proprement parler, a rapporté RFI.

"Sans financement, nous ne pouvons pas fixer de date", a indiqué le président Touadera qui appelle la communauté internationale à aider à mobiliser ces fonds. En marge de ce dialogue qui se veut franc, chaque entité politique ou sociale va disposer d'un quota et on sait d'ores et déjà que les groupes armés ne seront plus représentés.

« Le caractère républicain imprimé au dialogue n›offre pas au comité d›organisation du dialogue centrafricain d›intégrer les groupes armés et les rebelles de la CPC dans la liste des participants même si la question pourrait être abordé lors du dialogue », a précisé Obed Namsio, ministre d'Etat et directeur de cabinet à la présidence, président du comité d'organisation, selon notre source.

Le ministre poursuit en indiquant que pour ces rebelles, il reste deux solutions : soit, l'APPR, c'est-à-dire l'accord de Khartoum pour ceux qui en sont signataires, soit pour les autres l'initiative de la CIRGL. « La feuille de route de Luanda qui est à l'initiative des pays membres de la conférence de la région des Grands Lacs (CIRGL) qui vise à traiter les cas de ceux qui ne sont pas signataires de l'APPR, par exemple, l'ancien président François Bozizé ou des anciens membres de forces de défense et de sécurité qui ont rejoint la CPC ».

La Centrafrique est le théâtre d'une guerre civile depuis le putsch qui a renversé François Bozizé en 2013.

Lucien DAKISSAGA

CENTRAFRIQUE

L'opposition se retire du dialogue républicain

Proposé par le Président Faustin Archange Touadéra, l'avenir du "dialogue républicain" est incertain. L'opposition renonce à participer à cette assise qui devait réunir l'ensemble de la classe politique ainsi que les leaders de la société civile pour résoudre la crise qui secoue le pays pendant 8 ans.



Anicet Georges Dologuele, leader de l'URCA, et Christian Guenebem, secrétaire du KNK, lors du lancement du COD 2020, à Bangui, le 11 février 2020

Le retrait de l'opposition du "dialogue républicain" est parti d'un communiqué où elle a accusé le président Touadéra de vouloir faire lever l'immunité des députés de l'opposition, «foulant ainsi au pied l'exigence de la décrispation politique et de la création d'un climat apaisé pour aller au dialogue».

Selon la coalition de l'opposition démocratique (COD-2020) qui comprend 12 partis de l'opposition, citée par africanews, «le régime ne veut ni de la paix, ni du retour de la sécurité, ni de la réconciliation et surtout ni d'un dialogue devant regrouper les fils et les filles du pays». Et d'ajouter que «par conséquent, la COD-2020 décide (...) du retrait de ses représentants du comité d'organisation du dialogue républicain».

Pourtant, selon un membre du bureau de l'Assemblée nationale qui a requis l'anonymat, "on demande la levée de leur immunité dans le cadre des enquêtes visant François Bozizé". Ex-chef de l'Etat de 2003 à 2013, ce dernier a pris la tête d'une rébellion créée en décembre pour renverser le président Touadéra, a-t-il souligné.

Selon notre source, les députés concernés par la levée de l'immunité parlementaire sont Anicet Georges Dologuélé, arrivé deuxième lors de la présidentielle de décembre 2020, Martin Ziguélé, arrivé troisième et Aurélien Simplice Zingas. Ces trois députés avaient déjà reçu une note leur interdisant de quitter le territoire centrafricain en début d'année.

Après les COD-2020, le parti de Martin Ziguélé, le Mouvement de libération du peuple centrafricain (MLPC) a aussi annoncé, dans un communiqué, son retrait du travail préparatoire au dialogue et dit «tenir le pouvoir responsable de la situation ainsi créée», a rapporté africanews.

En rappel, la Centrafrique fait face à une grave crise, depuis 08 ans, ayant causé des milliers de morts et plongé dans une insécurité alimentaire certaines zones du pays sous l'emprise des rebelles.

Lucien DAKISSAGA

SOMALIE

Le pays entame un nouveau cycle électoral avec un grand retard



Un bras de fer entre le premier ministre, Mohamed Hussein Roble, et le président, Mohamed Abdullahi Mohamed, est la cause du retard dans l'organisation des élections dans le pays

Depuis lundi 1er novembre 2021, la Somalie a commencé l'élection des représentants de la chambre basse du Parlement. Cette nouvelle démarche politique devrait aboutir à la désignation d'un nouveau président.

C'est sous haute sécurité que les 275 parlementaires de la prochaine chambre basse fédérale ont été élus à Mogadiscio. Leur mission : élire le nouveau président de la répubique. Car le mandat de Mohamed Abdullahi Mohamed dit Farmajo, président depuis 2017, a expiré depuis le 8 février dernier. Selon africanews, le premier ministre, Mohamed Hussein Roble, n'a pas pu contenir sa joie. «Je suis ravi qu'aujourd'hui nous ayons officiellement commencé l'élection de la chambre basse somalienne», a-t-il déclaré à la fin du vote.

L'élection de ses 275 députés de la chambre basse s'est faite à travers le choix des 30 000 délégués de clans au regard du système électoral indirect somalien. Les cinq assemblées législatives des Etats de Somalie, elles, élisent les sénateurs de la chambre haute qui compte 54 membres, a souligné notre source. Les votes pour la chambre haute du Parlement sont terminés dans tous les États, à l'exception de Galmudug. Le dernier suffrage direct en Somalie remonte à 1969, année où le dictateur, Siad Barre, est arrivé au pouvoir par un coup d'État et qui s'y est maintenu pendant deux décennies.

Lucien DAKISSAGA

BURKINA FASO

Attaques terroristes : Encore une semaine meurtrière

La dernière décade du mois d'octobre 2021 a été marquée par des attaques terroristes meurtrières au Burkina Faso. Ces actions des Hommes Armés Non Identifiés (HANI) ont notamment pris pour cible les Forces de Défense et de Sécurité (FDS).



Depuis 2015, les forces de défense et de sécurité burkinabè sont constamment confrontées au phénomène terroriste

«Le 25 octobre 2021, une mission militaire en mission de reconnaissance a été prise à partie par un groupe d'individus armés dans les environs de Sirakoro, localité située dans la province de la Comoé», a affirmé l'armée burkinabè dans son hebdomadaire point de la situation sécuritaire. A en croire le communiqué, le bilan de cet affrontement est très lourd de part et d'autre. «Trois (03) soldats sont tombés au cours de cette attaque et six (06) autres blessés», indique la note qui relate cependant que «plusieurs terroristes ont été neutralisés parmi lesquels un chef présumé terroriste». Trois jours après cette attaque, soit le 28 octobre, confie toujours l'armée, une autre se serait produite dans la région du Sahel, avec pour cible une équipe de la brigade de gendarmerie de Gorom.

05 militaires et 05 policiers tombés; plusieurs assaillants neutralisés

Cette incursion, de l'avis de l'institution militaire, a coûté la vie à deux (02) gendarmes. Dans cet intervalle de temps, les FDS ont aussi mené des missions de sécurisation sur l'ensemble du territoire, ce qui leur a permis de traquer, d'intercepter et de neutraliser des présumés terroristes dans la région des Cascades. Hormis le corps de l'armée, celui des paramilitaires en l'occurrence, la police nationale a également, dans le même temps, été la cible des groupes armés. «Dans la matinée du 31 octobre 2021, aux environs de 5 heures du matin, des individus armés ont attaqué un détachement du Groupement des Compagnies Républicaines de Sécurité (GCRS) et le Poste de Police Frontière (PPF), basés à Di, dans la province du Sourou, dans la Boucle du Mouhoun», a déclaré la police. Le bilan officiel établi par l'institution sécuritaire fait état de cinq (05) policiers tombés et un (01) blessé. Cependant, poursuit-elle, une quinzaine d'assaillants ont, au cours de ladite attaque, été neutralisés.

Abdoul Karim TAPSOBA (Stagiaire)

BURKINA FASO

An 61 de l'armée nationale : Roch Kaboré sonne la mobilisation générale



Le président du Faso Roch Kaboré (micro) a rendu hommage à toutes les forces de défense et de sécurité engagées dans la lutte contre le terrorisme

Les Forces armées nationales du Burkina Faso ont célébré le 1er novembre 2021, leur 61ème anniversaire. Cette cérémonie s'est déroulée à Ouagadougou en présence du président du Faso Roch Kaboré et de plusieurs autres personnalités de haut rang.

Placée cette année sous le thème: «61 ans au service de la patrie : ensemble pour un vibrant hommage aux forces armées nationales et pour un engagement décisif pour vaincre le terrorisme», cette commémoration s'est tenue dans un contexte très particulier, celui de l'insécurité. Pour le chef de l'Etat Roch Kaboré qui présidait la cérémonie, celle-ci constitue un tremplin pour évaluer les différentes actions menées au cours de l'année écoulée afin de dégager les perspectives pour l'avenir. A l'instar des autres pays du Sahel, le Burkina Faso est rudement éprouvé par l'hydre terroriste et pour le président Kaboré, la lutte contre ce phénomène est une bataille de longue durée. «Comme je l'ai toujours dit, la lutte contre le terrorisme n'est pas une lutte de courte durée, c'est une lutte qui sera longue, difficile et il faut nous armer de courage, d'engagement, de solidarité et d'intérêt pour notre pays» a-t-il indiqué puis de marteler «si nous nous mettons dans la posture de ceux qui passent leur temps à pleurnicher, nous ne vaincrons pas le terrorisme».

«Personne ne viendra nous secourir...»

Après avoir rendu hommage à tous les éléments des forces de défense et de sécurité mortellement fauchés lors des attaques terroristes, le président du Faso a invité l'ensemble de ses compatriotes à faire sienne la lutte contre le terrorisme. «Personne ne viendra nous secourir sauf nous-même, et cela est important qu'on comprenne lorsqu'on parle de la nécessité de se mobiliser, de regarder dans la même direction, de combattre le terrorisme de la même manière et de nous engager dans ce combat», a-il-lancé. Les autorités du pays des Hommes intègres ont en guise de conclusion invité les uns et les autres à «la mobilisation générale et au sursaut patriotique» pour venir à bout de ce phénomène. Au cours de cette cérémonie, 60 militaires, gendarmes et sapeurs-pompiers ont été décorés de la médaille de la Croix du Combattant.

Abdoul Karim TAPSOBA (Stagiaire)

BURKINA FASO

Procès Dossier Sankara “Hyacinthe Kafando nous a annoncé la mort de Sankara au domicile de Blaise”, dixit Nabonswendé Ouédraogo



Le tribunal militaire a siégé au 6ème jour du procès de l’assasinat de Thomas Sankara ce mardi 02 novembre 2021. A la barre, l’accusé Nabonswendé Ouédraogo, qui se défend depuis le jeudi passé et un nouvel accusé, Bossobé Kaboré, ancien garde rapproché du présdent Thomas Sankara.

L’interrogatoire de l’accusé Nabonswendé Ouédraogo s’est achevé avec notamment les questions des avocats de la partie civile, du Parquet et la réaction des avocats de la défense. Selon Me Ferdinand Nzepa, l’accusé a déclaré qu’il était à son poste, en tenue de sport, prêt à aller au sport de masse lorsque Hyacinthe Kafando a embarqué dans un véhicule avec des hommes. Il affirme avoir fugué en attendant les coups de feu pour se cacher dans un bassin entouré de fleurs. Il confie qu’il n’avait pas son arme a proximité quand les tirs ont commencé. Par la suite, il indique avoir saisi son arme, avant de se mettre à l’abri dans ledit bassin et n’en est ressorti que le lendemain aux environs de 9h pour se rendre au domicile de Blaise Compaoré.

“Hyacinthe Kafando n’a jamais eu confiance à quelqu’un, il se méfiait de tout le monde et il était quelqu’un qui faisait naturellement peur” a-t-il dit en réponse à un avocat qui lui

La suite à la page 24

La suite de la page 23

a demandé s'il avait peur de Hyacinthe. Il a toutefois nié certaines de ses dépositions lors de l'instruction : Comme cette déposition devant le juge d'instruction : "vers 9h je suis rentré chez moi avant d'aller chez Blaise Compaoré». "Je n'avais pas de domicile à Ouagadougou", a-t-il soutenu.

A la question de savoir s'il avait vu Hyacinthe Kafando et Sawadogo Idrissa après les coups de feu dans la soirée du 15 octobre 1987, l'accusé répond par la négative pourtant Idrissa affirme avoir pris la garde au poste ce soir-là. "Ce n'était pas un secret", répond t-il à Me Farama qui a voulu comprendre comment il a appris que le président Thomas Sankara et ses gardes ont été tués. « C'est Hyacinthe Kafando qui nous l'a dit au domicile de Blaise, mais, il ne nous a pas donné de détails », finit-il par lâcher, face à l'insistance des avocats de la partie civile et du parquet. En dépit de la révélation de Yamba Elisée Ilboudo qui l'implique aux évènements tragiques, Nabonswendé Ouedraogo nie et jure ne pas être monté dans une voiture ce jour-là.

«Nous pensions qu'avec son passage, et après les deux premiers, nous allions être plus éclairés. Malheureusement, nous sommes encore plus confus, perdus parce que ses déclarations sont contradictoires les unes que les autres», a indiqué le procureur militaire. Il relève que ses déclarations devant le juge d'instruction et celles devant le tribunal sont «diamétralement» opposées.

Son conseil, Me Mamadou Sombié, a demandé à savoir s'il était informé d'une quelconque tension entre Blaise Compaoré et Thomas Sankara ou encore, était-il au courant d'une réunion au secrétariat général, s'il a participé à cette réunion ou a bénéficié d'un privilège particulier après le coup d'Etat? L'accusé a répondu par la négative

Un ancien membre de la garde rapprochée de Thomas Sankara accusé de trahison

Bossolé Kaboré est le 4ème accusé appelé à la barre ce mardi 02 novembre 2021. Membre de la garde rapprochée du président Thomas Sankara et accusé au même titre que les précédents accusés. Il fait le récit de ce qui s'est passé le 15 octobre 1987 à sa manière. Il affirme avoir assisté aux tirs ce jour-là et a même reçu une balle dans le coude. Malgré cette blessure, il a pu s'enfuir en criant au secours et s'est écroulé. N'eut été la bonté de certains étudiants et d'une dame qui l'aurait amené à l'hôpital, il serait mort, soutient-il.

Me Farama a expliqué à l'accusé que, selon les gens , il aurait trahi le président et les 13 autres personnes victimes de ce coup d'Etat. Qui a été l'informateur pour la préparation de ce coup d'Etat, s'interroge l'auxiliaire de justice? A la question du président du tribunal militaire de savoir ce qu'il pense des accusations portées contre lui, il affirme ne rien comprendre de tout ce qui se passe. Ceux qui les avaient attaqués étaient cagoulés, a-t-il dit.

"Ce que je retiens déjà, d'après la partie civile, son seul tort c'est d'avoir survécu", a lâché Me Kanyili Marie, avocat de l'accusé. L'audience se poursuit le 3 novembre à partir de 9 h dans la Salle des Banquets de Ouaga 2000.

Fatimata COMPAORE

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE

Comores: l'UA appelle à la libération des prisonniers politiques



L'Union africaine a appelé, le 29 octobre dernier, dans un communiqué, à la libération des prisonniers politiques du pays, marquant ainsi une reconnaissance pour la première fois de l'existence des détenus politiques dans les prisons comoriennes, a rapporté la1ere.francetvinfo.fr. L›opposition, tout en accueillant la bonne nouvelle, s'est gardée de tout esprit de triomphalisme, tandis que pour le pouvoir, tous les détenus sont des prisonniers de droit commun, a ajouté notre source.

Comores: augmentation des prix du carburant en novembre



Selon la1ere.francetvinfo.fr, les augmentations sont quasi conséquentes avec 7% pour le gazole et 3% pour le sans plomb. «*La sortie de la crise sanitaire et l'accélération de la reprise économique au niveau mondial qui créent un contexte de hausse des prix des carburants, fruit d'un déséquilibre conjoncturel entre l'offre et la demande*», sont entre autres les raisons de la hausse des prix selon les explications de la préfecture.

Ile Maurice : la montée des eaux inquiète



A Maurice, dans l'océan Indien, les autorités craignent «*la disparition de toutes les plages dans 50 ans*», car le niveau de la mer augmente, a rapporté France 24. Pourtant le pays est dépendant du tourisme et 20% de sa population vit dans des zones côtières, a ajouté notre source, tout en soulignant que 80 000 insulaires pourraient être obligés d'abandonner leur habitats dans les prochaines décennies, selon les estimations des ingénieurs locaux.

Cameroun: Jean Louis Beh Mengue condamné à 20 ans de prison ferme

L'ancien Directeur Général de l´Agence de régulation des télécommunications (ART), Jean Louis Beh Mengue, a été condamné à 20 ans d'emprisonnement ferme, a rapporté le Daily News Cameroon. Le verdict a été prononcé par le Tribunal Criminel Spécial (TCS) de Yaoundé, le lundi 1er novembre 2021. A noter que Jean Louis Beh Mengue est poursuivi pour des supposés détournements de deniers publics.



Nigeria : un immeuble en construction s'effondre à Lagos

Un immeuble de 25 étages en cours de construction s'est effondré, lundi 1er novembre 2021, à Lagos, au Nigeria, a rapporté France 24. La catastrophe a fait au moins quatre morts et plusieurs blessés, mais le bilan pourrait s'alourdir, car des dizaines d'ouvriers sont toujours coincés sous les décombres. Les responsables n'ont pas pu préciser le nombre de personnes prises au piège, a confié notre source.



INFOS DES PAYS D'AFRIQUE (suite)

RDC: interdiction de consommer les jus de pomme "CERES"



Dans un communiqué officiel publié, le lundi 1er novembre 2021, le ministre du Commerce extérieur, Jean-Lucien Bussa, a interdit jusqu'à nouvel ordre, toute importation, commercialisation et consommation des jus de pomme "CERES", conditionnés entre le 14 et le 30 juin 2021, a rapporté Radio Okapi. Cette décision a été prise sur la base d'une alerte faite le 11 octobre 2021 par le COMESA, déclarant impropre à la consommation plusieurs lots des jus de pomme de marque CERES, dû à la présence de la patuline, une mycotoxine nocive à la santé, a précisé notre source.

Mauritanie: le pays assure la présidence en exercice de la conférence sur l'Archéologie et le Patrimoine culturel dans le monde arabe



Selon l'Agence mauritanienne d'information (AMI), le pays assure depuis, lundi dernier, la présidence tournante de la Conférence sur l'archéologie et le patrimoine culturel dans le monde arabe. Et cela, à l'ouverture de sa XXVe session organisée sous le thème «Sécurité patrimoniale dans le monde arabe». La conférence se tient une fois tous les deux ans dans l'une des capitales arabes et discute des derniers développements dans le domaine de la préservation et de la protection des antiquités et du patrimoine culturel humain des États membres de l'ALECSO.

Tunisie: Réception de trois générateurs d'oxygène des Pays-Bas et de l'OMS



La Tunisie a réceptionné, le lundi 01 novembre 2021, au port de Radès, trois générateurs d'oxygène, dont deux de l'Organisation mondiale de la Santé et le troisième des Pays-Bas, a rapporté Mosaïque Fm. Ce dont entre dans le cadre du renforcement des capacités du pays dans la lutte contre la pandémie de Covid-19. La présidence de la République n'a pas manqué de saluer cette initiative qui servira non seulement à consolider les relations de coopération et de solidarité avec les Pays-Bas et l'Organisation mondiale de la Santé, mais aussi à venir à bout de la pandémie.

Le président algérien coupe le robinet du gaz au Maroc



Alors que 97% du gaz consommé par les Marocains vient d'Algérie, le président algérien, Abdelmadjid Tebboune a ordonné, le dimanche 31 octobre 2021, à la société Sonatrach de ne pas reconduire le contrat du gazoduc passant par le Maroc, a rapporté TV5MONDE. Ce projet de gazoduc Maghreb-Europe, né en 1996, dont l'Algérie transitait 10 milliards de m3 de gaz à l'Espagne et le Portugal, en passant par le Maroc, permettait au Royaume chérifien de bénéficier en contrepartie de près d'un milliards de m3 qui assurait 97% de ses besoins, a précisé notre source.

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE (suite)

Le Togo a réduit ses émissions de 27,57% par rapport à 2020



Le Togo a réduit ses émissions de 27,57% par rapport à 2020, soit 10 points de plus que la référence de 17,51%. A l'occasion de la conférence climat COP 26 de Glasgow, le Togo entend formuler des propositions concrètes et prendra de nouveaux engagements pour la réduction drastique des émissions dans les secteurs de l'énergie, du transport, des procédés industriels et utilisation des produits (PIUP), de l'agriculture, de la foresterie et autres affectations des terres (AFAT) et de la gestion des déchets, selon le site d'information Republic of Togo. Le Togo prendra des mesures d'atténuation des gaz à effet de serre qui seront le fruit de la mise en œuvre effective des plans, stratégies, programmes et autres documents de planification notamment la feuille de route gouvernementale 2020-2025, selon toujours le site gouvernemental.

La fondation Cardano signe des accords avec Zanzibar et le Burundi



Charles Hoskinson, fondateur de la blockchain Cardano, a signé la semaine dernière des contrats avec Zanzibar et le Burundi. C'est ce qu'il a annoncé via son compte personnel sur le réseau social Twitter. Le premier, en collaboration avec le réseau mobile basé sur la blockchain World mobile, porte sur la création de solutions e-gov et la construction d'un hub et d'un centre blockchain sur l'ile. Et le second est un protocole d'accord pour contribuer à la transformation numérique du pays dirigé par Evariste Ndayishimiye.« Nous sommes ravis de braquer les projecteurs sur le potentiel émergent de Zanzibar en tant que centre blockchain du futur, en commençant par une proposition de conférence blockchain accueillie par notre toute nouvelle académie blockchain », a indiqué à l'agence Ecofin Seif Said, directeur général de l'agence de gouvernement électronique de Zanzibar.

Guinée-Bissau : le gouvernement défend une révision constitutionnelle instaurant un régime présidentiel



Le porte-parole du gouvernement bissau-guinéen, Fernando Vaz, a défendu lundi 1er novembre une révision constitutionnelle instaurant un régime présidentiel pour mettre fin aux tensions politiques dans le pays.»Je pense que le régime présidentiel est celui qui sert le mieux les intérêts des Bissau-Guinéens et de la Guinée-Bissau, parce que le pays est encore en train d'apprendre la démocratie, puisque celle-ci n'a commencé que depuis 1994», a déclaré à Xinhua M. Vaz.Il a souligné qu'il souscrivait à la volonté de l'actuel président, Umaro Sissoco Embalo, de changer la constitution de la République. L'actuelle Constitution bissau-guinéenne prévoit un régime semi-présidentiel, qui accorde au président le pouvoir de présider le Conseil des ministres ou de dissoudre le Parlement sans justification.

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE (suite)

La Tanzanie reçoit 500 000 doses de Sinopharm chinois



La Tanzanie a reçu 500 000 doses du vaccin Sinopharm, en guise de don de la Chine, alors que le pays d'Afrique de l'Est intensifie sa campagne de vaccination, a indiqué The Citizen. Les 500 000 doses de jabs Sinopharm reçues lundi, en don de la Chine, portent le nombre total de doses de Covid-19 à avoir été reçues dans le pays à 2,624 millions. La ministre de la Santé, Dorothy Gwajima, a déclaré que le gouvernement administrait, actuellement, le vaccin à tous les Tanzaniens âgés d'au moins 18 ans.

Soudan : Le premier ministre déchu veut retrouver son gouvernement



Le chef du gouvernement de transition au Soudan, Abdullah Hamdok, a déclaré que la libération des ministres détenus et la reprise des travaux du gouvernement, seront un début de solution pour résoudre la crise dans le pays, selon un communiqué du porte-parole du gouvernement, cité par l'agence Anadolu. Le communiqué a indiqué que Hamdok "*s'en tient à la légitimité de son gouvernement et des institutions de transition*".

Burkina Faso : 478 militaires tués depuis 2015 dans des attaques (Armée)



Au total, 478 militaires burkinabè sont morts depuis 2015 en défendant l'intégrité territoriale du pays, a annoncé, le lundi 01 novembre 2021, le ministère de la Défense, à l'occasion de la célébration du 61e anniversaire des Forces armées nationales du Burkina Faso. «Je m'incline devant la mémoire de tous les combattants tombés sur le champ d'honneur, dans la guerre que nous menons contre le terrorisme, et souhaite prompt rétablissement aux blessés.», a tweeté le président burkinabè, Roch Marc Christian Kaboré.

Libye : 92 migrants clandestins secourus au large des côtes, selon le HCR



Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a déclaré lundi 1er novembre que 92 migrants illégaux ont été secourus et renvoyés en Libye. «Quatre-vingt-douze personnes ont été renvoyées à Tripoli la nuit dernière, dont quatre femmes et trois enfants. Ils avaient embarqué un jour plus tôt depuis Zouara», a tweeté l'agence onusienne. «Près de 28.000 personnes ont été renvoyées cette année en Libye par la sécurité côtière», a-t-elle ajouté. La Libye est en proie à l'insécurité et au chaos depuis 2011, faisant de ce pays d'Afrique du Nord un point de départ privilégié pour les migrants clandestins qui veulent traverser la Méditerranée vers les côtes européennes.

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE (suite et fin)

Somalie: Biden envoie de hauts responsables pour renforcer la guerre contre Al-Shabaab



De hauts responsables de l'administration Biden se sont rendus en Somalie, cette semaine, dans le cadre de renforcer la guerre contre Al-Shabaab, selon hiiraan.com. Selon une déclaration de l'assistante du président pour la sécurité intérieure, le Dr Liz Sherwood-Randall, le commandant de l'USAFRICOM, le général Stephen Townsend, et le secrétaire adjoint à la Défense pour les opérations spéciales et les conflits de faible intensité, Chris Maier, se sont rendus en Somalie, à Djibouti et au Kenya.

Congo Brazzaville: El Hadj Djibril Bopaka est décédé des suites du Covid-19



Le président de l'Union des opérateurs économiques Congolais (UNOC) et président des musulmans du Congo est décédé, dans la soirée du lundi 01 novembre 2021, a rapporté Les Echos du Congo Brazzaville. Ce décès est survenu des suites du Covid-19, au centre hospitalier et universitaire (CHU) de Brazzaville. Rigoureux, influent, travailleur, incorruptible et très religieux, ce sont là les qualités que l'on retient lorsqu'on parle de Gabriel El Hadj Djibril Bopaka durant sa vie terrestre, a précisé notre source.

Guinée : près de 1000 militaires mis à la retraite par le chef de la junte



« Après avoir servi loyalement la Guinée, près de mille militaires vont jouir de leurs droits à une retraite méritée, à partir de ce 1er novembre », a annoncé, dimanche dernier, le Colonel Mamadi Doumbouya. C'était dans son adresse à la nation, à la veille de célébration du 63ème anniversaire de la création de l'armée guinéenne, selon l'agence Anadolu. « Bâtir une armée moderne passe nécessairement par le respect des droits des per*sonnels des Forces de défense et de sécurité, y compris celui de bénéficier d'une retraite digne, qui ne doit en aucun cas être considérée comme une punition. C'est un droit.*», a souligné le chef de la junte.

Centrafrique : l'Armée détruit un drone et interdit le survol de l'espace centrafricain



L'état-major des forces armées centrafricaines (FACA) a affirmé, mardi dans un communiqué, la destruction d'un drone du type MAVIC, équipé d'« engins explosifs improvisés », à son passage sur une position de soldats déployés, dans la localité d'Abba, dans la Nana-Mambéré à l'ouest du pays, a indiqué l'agence Anadolu. « A cet effet, tous les appareils non identifiés se trouvant dans la zone de responsabilité des FACA et ne disposant pas de l'autorisation préalable de survol aérien de l'espace national, seront systématiquement détruits conformément aux textes en vigueur », a averti l'armée centrafricaine.

Le Quotidien Numérique d' Afrique

EDITION CONTINENTALE
02 BP 5805 Ouaga 02
Burkina Faso
Tél: + 226 76 60 97 21
redaction@sc-mail.info
www.quotidiennumerique.com
Autorisations
n°5509P /2013/ CAO/ TGI.O/ P.F.
n°1238/2016/CAO-TGI/ OUA/ P.F
Administration
OTC MEDIA SARL

Directeur de publication
Siaka GOW

Rédacteur en chef
Augustin NIKIEMA

Equipe de redaction
-Lonsani SANOGO
-Oumou KONATE
-Roseline BADO
-Leylatou TIENDREBEOGO
-Fatoumata COMPAORE
-Djakaridja GHO
-Romuald Aristide SOME
- Pierre OUEDRAOGO
-Augustin NIKIEMA
- Fiakofi KOSSI
-Line Rose BAMBARA

Equipes de montage
-Djakaridja GHO
-Romuald Aristide SOME

Distribution
www.quotidiennumerique.com
Carte d'abonnement
+226 61 07 20 20
Une vente en ligne (Abonnement, insertion, couverture médiatique)
+226 76 60 97 21
+226 61 08 03 03
+226 66 20 00 26
E-mail: contact@sc-mail.info
Service commercial
+226 61 07 20 20
ac@sc-mail.info

Retrouvez la version complète dans vos kiosques numériques

ekiosque — Cameroun
viaPRESSE.com — Europe - Amerique
Cdiscount — France
MON KIOSK.com — Côte d'Ivoire
fnac — Europe
viapress.be — Belgique
SOGAPRESSE — Gabon
ePresse — Europe - Amerique
Cultura — France
emediaplace — Afrique
France loisirs — France
scopalto — Europe
orange — Tous les pays Orange
Tego
YouScribe — Tous les pays qui ont Orange Money

ANNONCE


Le Quotidien Numérique
d'Afrique
Occupez
une page entière
dans votre
Journal
Votre Message Personnalisé
Sur une Page entière
A Seulement
59 000 FCFA TTC
http://quotidiennum
Contacts : +226 64 20 00 26 / + 226 61 07 04 04
contact@sc-mail.info